

Compte rendu de séance

Séance du 28 Juillet 2021

L'an 2021 et le 28 Juillet à 20 heures 30 minutes, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, à la Mairie de LAMARCHE sous la présidence de VAGNE Daniel Maire

Présents : M. VAGNE Daniel, Maire, Mmes : FLORIOT Anne-Marie, RAOULT Clarisse, RELION Marie-Chantal, MM : CHAMPAGNE Pierre, CONTAUX Jean-Benoît, HEITZ Laurent, MAIRE Jean-Marie, MAYOUD Stéphane

Excusé(s) ayant donné procuration : MM : DEROUSSENT Philippe à Mme FLORIOT Anne-Marie, GANDON Gérard à M. HEITZ Laurent

Excusé(s) : Mme OBART-MICHELET Annick

Nombre de membres

- Afférents au Conseil municipal : 12
- Présents : 9

A été nommé(e) secrétaire : FLORIOT Anne-Marie

Objet(s) des délibérations

SOMMAIRE

APPROBATION DU PV DE LA SEANCE DU 26 MAI 2021 - 2021-035
FORÊT : TRAVAUX EXPLOITATION 2021-2022 - 2021-036
MOTION DE SOUTIEN AUX COMMUNES FORESTIERES DE FRANCE - 2021-037
CONVENTION D'ADHESION AU PROGRAMME "BOURG-CENTRES, PETITES VILLES DE
DEMAIN - 2021-038
FUSION DE REGIES - 2021-039
DECISION MODIFICATIVE BUDGET FORÊT - 2021-040
MODIFICATION DE LA DUREE DE SERVICE D'UN EMPLOI - 2021-041
MODIFICATION DES STATUTS DU SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ELECTRICITE DES
VOSGES - 2021-042
ADHESIONS ET RETRAIT DE COLLECTIVITES AU SYNDICAT MIXTE DEPARTEMENTAL
D'ASSAINISSEMENT - 2021-043
DESIGNATION DE REFERENTS TERRITORIAUX "AMBROISIE" - 2021-044

APPROBATION DU PV DE LA SEANCE DU 26 MAI 2021 -réf : 2021-035

Monsieur le Maire propose au vote l'approbation du procès-verbal du 26 mai 2021 et demande s'il y a des remarques.

Le procès-verbal de la séance du 26 mai 2021 est adopté.

A l'unanimité (pour : 11 contre : 0 abstentions : 0)

FORÊT : TRAVAUX EXPLOITATION 2021-2022 -réf : 2021-036

Le conseil municipal entérine les décisions de la commission des forêts réunie le 15 juillet 2021 à savoir :

Compte tenu :

- De la crise sanitaire, due aux épisodes anormaux de sécheresse,
- Du martelage tardif réalisé par l'Office National des Forêts suite au dépérissement massif des Hêtres,
- De la nécessité de commercialisation rapide de ces mêmes bois avant dépréciation de la qualité,

Autorise la passation d'un marché public sans publicité ni mise en concurrence pour la saison d'exploitation 2021-2022 en forêt communale, en application de l'article R. 2122-1 du code de la commande publique, en raison de l'urgence de la situation.

L'exploitation de l'intégralité des bois façonnés de cette campagne est confiée à l'Entreprise Bois et Travaux pour un montant de 309 816,15 €.

Les quantités du marché étant estimatives et non contractuelles, le marché ne dépassera pas globalement, tous lots confondus et pour toute la durée du marché un montant maximum de 315 000 € HT.

Le devis de maîtrise d'œuvre de l'ONF s'élève à 54 631.15 € HT soit 65 557.38 € TTC

Donne délégation de signature au Maire pour la passation de ce marché.

A l'unanimité (pour : 11 contre : 0 abstentions : 0)

MOTION DE SOUTIEN AUX COMMUNES FORESTIERES DE FRANCE -réf : 2021-037

Monsieur le Maire fait lecture au Conseil municipal d'une motion de la Fédération nationale des communes forestières :

CONSIDERANT :

- Les décisions inacceptables du Gouvernement d'augmenter une nouvelle fois la contribution des Communes forestières au financement de l'Office National des Forêts, à hauteur de 7,5 M€ en 2023 puis de 10 M€ par an en 2024-2025,
- Les impacts considérables sur les budgets des communes et des collectivités qui vont devoir rechercher des ressources nouvelles auprès de leurs citoyens,
- Le risque de dégradation du service public forestier dans les territoires en raison du projet de suppression de 500 emplois prévu dans le futur Contrat Etat-ONF,

CONSIDERANT :

- L'engagement et la solidarité sans cesse renouvelés des Communes forestières au service des filières économiques de la forêt et du bois, en période de crises notamment sanitaires,
- L'impact très grave de ces crises sanitaires sur les budgets des communes déjà exsangues,
- Les incidences sérieuses sur l'approvisionnement des entreprises de la filière bois et des emplois induits de ce secteur,
- Les déclarations et garanties de l'Etat reconnaissant la filière forêt-bois comme atout majeur pour l'avenir des territoires, la transition écologique et énergétique, ainsi que la lutte contre le changement climatique,

La Fédération nationale des Communes forestières, réunie en conseil d'administration le 24 juin,

EXIGE :

- Le retrait immédiat de la contribution complémentaire des Communes forestières,
- La révision complète du Contrat d'Objectifs et de Performance Etat-ONF.

DEMANDE :

- Une vraie ambition politique de l'Etat pour les forêts françaises,
- Un maillage territorial efficient des personnels de l'ONF face aux enjeux auxquels la forêt doit faire face.

Le Conseil municipal, à l'unanimité,
APPORTE SON SOUTIEN à la motion de la Fédération nationale des communes forestières.

A l'unanimité (pour : 11 contre : 0 abstentions : 0)

CONVENTION D'ADHESION AU PROGRAMME "BOURG-CENTRES, PETITES VILLES DE DEMAIN -réf : 2021-038

Monsieur le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal qu'en date du 11 janvier 2021, la Commune de Lamarche a été labellisée Petites Villes de Demain.

Aux côtés des deux autres bourgs-centres du territoire intercommunal, Darney et Monthureux-sur-Saône, la sélection de la Commune dans le cadre de ce programme national lui permet d'engager la démarche de revitalisation pour laquelle elle a candidaté à la fin de l'année 2020 dans le cadre de l'appel à projet conjointement lancé par l'Etat et le Conseil Départemental des Vosges.

L'intégration au programme Petites Villes de Demain permettra de bénéficier :

- du financement d'un poste de chef de projet à mi-temps,
- de l'appui financier à l'élaboration d'une étude stratégique de revitalisation du bourg-centre,
- de l'accompagnement en ingénierie proposé par les services de l'Etat (Direction Départementale des Territoires, Agence Nationale de Cohésion des Territoires), de la Région et du Département,
- du soutien financier mobilisable pour la mise en œuvre des actions qui seront inscrites dans le projet de revitalisation validé avec les partenaires.

Monsieur le Maire propose aux conseillers municipaux d'accepter les termes de la convention d'adhésion au programme national, à établir avec l'Etat, l'Agence Nationale de la Banque des Territoires, la Banque des Territoires, le Conseil Régional Grand Est, le Conseil Départemental des Vosges, la Communauté de Communes Les Vosges Côté Sud-Ouest, les Communes de Darney et Monthureux-sur-Saône.

Monsieur le Maire donne lecture des engagements des différentes parties signataires de ladite convention.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité :

- **ACCEPTE** les termes de la convention ainsi proposée,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à la signer, aux côtés des Maires de Darney et Monthureux-sur-Saône, de Monsieur le Président de la Communauté de Communes Les Vosges Côté Sud-Ouest, de Monsieur le Préfet des Vosges, du Président du Conseil Régional Grand Est et du Président du Conseil Départemental des Vosges.

A l'unanimité (pour : 11 contre : 0 abstentions : 0)

FUSION DE REGIES -réf : 2021-039

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles R1617-1 à 18,

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et notamment l'article 22,

Vu la délibération du 27 juin 1991 instituant une régie de recettes pour le repas du 14 juillet,

Vu la délibération du 28 mars 1984 instituant une régie de recette pour les photocopies,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- **ACTE** la fusion des régies du repas du 14 juillet et photocopies en une régie unique appelée régie communale.
- **SOLLICITE** l'ouverture d'un compte Dépôt de Fonds de Trésor pour la régie communale
- **PRECISE** les modes de règlement comme suit :

- Repas du 14 juillet : chèque et numéraire
- Photocopies : chèque et numéraire
- **DECLARE** que le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est amené à conserver est fixé à 2000 €
- **FIXE** le versement de la totalité de recettes deux fois par an.
- **DIT** que le régisseur sera désigné par le Maire de la Commune après avis du Comptable.

A l'unanimité (pour : 11 contre : 0 abstentions : 0)

DECISION MODIFICATIVE BUDGET FORÊT -réf : 2021-040

Monsieur le maire propose au conseil municipal la décision modificative suivante sur le budget forêt de l'exercice 2021.

Désignation	Dépenses		Recettes	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
INVESTISSEMENT				
R-001 : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	0.00 €	0.00 €	0.00 €	35 000.00 €
TOTAL R 001 : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	0.00 €	0.00 €	0.00 €	35 000.00 €
D-2117-11 : Opération n° 11 TRAVAUX SYLVICOLES	0.00 €	35 000.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 21 : Immobilisations corporelles	0.00 €	35 000.00 €	0.00 €	0.00 €
Total INVESTISSEMENT	0.00 €	35 000.00 €	0.00 €	35 000.00 €

A l'unanimité (pour : 11 contre : 0 abstentions : 0)

MODIFICATION DE LA DUREE DE SERVICE D'UN EMPLOI -réf : 2021-041

Le conseil municipal,

Sur rapport de Monsieur le Maire,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles 34 et 97,

Vu le décret n° 91-298 du 20 mars 1991 modifié, portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés sur des emplois permanents à temps non complet,

Vu le tableau des emplois,

Vu l'avis du comité technique en date du 6 juillet 2021

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée :

Considérant la nécessité de modifier la durée hebdomadaire de travail d'un emploi de Adjoint Administratif Territorial Contractuel permanent à temps non complet (20 heures hebdomadaires) en raison du départ en retraite de la secrétaire de Mairie.

Après avoir entendu le Maire dans ses explications complémentaires, le conseil municipal, après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : La suppression, à compter du 1er août 2021, d'un emploi permanent à temps non complet (à 20 heures hebdomadaires) de Adjoint Administratif Territorial Contractuel.

Article 2 : La création, à compter de cette même date, d'un emploi permanent à temps complet (à 35 heures hebdomadaires) de Adjoint Administratif Territorial Contractuel,

Article 3 : D'inscrire au budget les crédits correspondants.

Article 4 : Les dispositions de la présente délibération prendront effet après transmission aux services de l'Etat et publication et ou notification.

Article 5 : Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et de sa publication.

ADOPTÉ à l'unanimité des membres présents

A l'unanimité (pour : 11 contre : 0 abstentions : 0)

MODIFICATION DES STATUTS DU SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ELECTRICITE DES VOSGES -réf : 2021-042

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L 5211-20,

Vu la délibération en date du 23 juin 2021 du Comité Syndical du Syndicat Départemental d'Electricité des Vosges, approuvant la modification des Statuts, tels que rédigés,

Considérant les possibilités d'interventions du SDEV dans le domaine de la Transition Energétique,

Vu le projet de Statuts inhérent,

Entendu son rapporteur, et après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal

APPROUVE la modification des Statuts du Syndicat Départemental d'Electricité des Vosges, tels que présentés.

A l'unanimité (pour : 11 contre : 0 abstentions : 0)

ADHESIONS ET RETRAIT DE COLLECTIVITES AU SYNDICAT MIXTE DEPARTEMENTAL D'ASSAINISSEMENT -réf : 2021-043

Monsieur le Maire fait part aux membres du conseil municipal du courrier de Mr le Président du Syndicat Mixte pour l'Assainissement Non Collectif, invitant le conseil municipal à se prononcer sur :

- Les demandes d'adhésions de 8 collectivités à la compétence à la carte n° 1 " réhabilitation " soit :
 - Communauté de Communes Bruyères Vallons des Vosges
 - Liffol-le-Grand
 - Rozerotte
 - Saint-Maurice-sur-Moselle
 - Senaide
 - Serécourt
 - Serocourt
 - Vioménil
- Les demandes d'adhésions de 6 collectivités à la compétence à la carte n°2 " entretien " soit :
 - Liffol-le-Grand
 - Rozerotte
 - Saint-Maurice-sur-Moselle

- Senaide
- Serécourt
- Serocourt

- La demande de retrait d'une collectivité à la compétence à la carte n°1 "Réhabilitation" soit
- La Forge

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, accepte les demandes d'adhésions et de retrait des collectivités précitées.

A l'unanimité (pour : 11 contre : 0 abstentions : 0)

DESIGNATION DE REFERENTS TERRITORIAUX "AMBROISIE" -réf : 2021-044

Monsieur le Maire fait lecture au Conseil Municipal, d'un courrier de Monsieur le Préfet concernant la lutte contre les Ambroisies, et la nécessité de désigner des référents territoriaux « Ambroisie », afin de lutter contre sa propagation.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré :

DECIDE à l'unanimité de désigner comme référents ambroisies

- Mr CHAMPAGNE Pierre
- Mr MERLIN Thierry

A l'unanimité (pour : 11 contre : 0 abstentions : 0)

Séance levée à : 21h20

En mairie, le 29/07/2021
Le Maire, Daniel VAGNE

